

Communistes

www.PCF.fr

**Vive la Culture !
Grande
Campagne
nationale
du PCF (p. 6)**

**Une voix
indépendante
pour la paix**

(p. 3)

Vidéo

**Fabien Roussel
à Figeac,
lundi 17 mars
2025**



Tenue

Au train où c'est parti, on peut penser que lors de sa prochaine conférence de presse, le Président portera une tenue de camouflage. Il serait bien inspiré toutefois de revenir du front de l'Est pour se soucier du front intérieur. Les derniers chiffres sur l'état de l'industrie sont catastrophiques. En 2024 on recensait 266 ouvertures et extensions d'usines contre 344 en 2023. Si l'on ne considère que les ouvertures seules, le solde tombe dans le rouge : + 59 en 2023, - 5 en 2024. Merci Macron. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € « *Donnez au PCF les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

TOUT POUR L'ECONOMIE DE GUERRE QUOIQ'IL VOUS EN COÛTE !



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

20 mars, à partir de 19 h : Rencontre publique sur l'agriculture, avec Raymond Girardi, vice-président du MODEF, Éric Cadoré, conseiller régional du Gers et Rodolphe Portolès, conseiller régional du Tarn et Garonne. Salle La clé des Sources, Donzac (82)

22 mars, à partir de 13h30 : 7^e édition de la fête LM La rouge : partie festive et deux débats au programme : sur les Transports gratuits (14 h-15h30), le second sur l'IA et l'automatisation (16 h-17h30), marqueront cet événement festif et culturel. Avec des intervenant-es particulièrement au fait de ces questions sensibles et d'actualité : sociologues, géographe, anthropologue, ethnologue et élus. Les enfants de la commune sont invités à participer à un concours de dessin sur le thème « les transports du futur ». Concours doté de 3 bons d'achat à la Librairie Italiques (Hellemmes). Contact :

emmanuel.courtade@univ-lille.fr Salle Oudart, Hellemmes-Lille (59)

23 mars, à partir de 14 h : Initiative « Vive la culture ! », organisée par la commission Culture du PCF. La Bellevilloise, Paris (75020)

24 mars, à partir de 10 h : Journée nationale sur les services publics : tables rondes et débats, en présence de Fabien Roussel. Siège du PCF (75019)

28 & 29 mars : 14^e Fête de l'Humanité de Perquie : plusieurs débats, repas, librairie, exposition... Perquie (40)

29 mars, à partir de 9 h : Rencontre économique contre l'austérité, pour une alternative, organisée par Economie&Politique, en partenariat avec le PGE. Au programme : économistes, syndicalistes, élu-es... Salle Ambroise-Croizat, Bourse du travail, Paris (75010)

8 avril : meeting de Fabien Roussel pour la

paix. Vénissieux (69)

26 avril : Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivi d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

28 mars, à partir de 9h30 : *Descartes et l'égalité*, avec Delphine Antoine-Mahut (ENS de Lyon) ; Thibaud Barrier (maître de conférences Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Marie-Frédérique Pellegrin (maîtresse de conférences, Université Jean-Moulin Lyon 3) ; Louis Rouquayrol (postdoctorant au CNRS, Maison française d'Oxford) ; Élodie Cassan (maîtresse de conférences Université de Rouen). Organisé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, laboratoire HIPHIMO ; la revue *La Pensée* avec le soutien de la Fondation Gabriel-Péri et la participation du Groupe d'études du matérialisme rationnel.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Salle Duroselle et visioconférence, inscription : / https://us02web.zoom.us/join/register/WN_ogTA4frUS8-50xq6C-GGwg#/registration

28 mars, à partir de 14 h : *À l'encre rouge : un autre sport dans la presse communiste ?*, avec Karen Bretin-Maffiuletti (maîtresse de conférences, Université de Bourgogne) ; Olivier Chovaux (professeur d'histoire contemporaine, Université d'Artois) ; Jean Vigneux (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne). MSH de Dijon et visioconférence, inscription : / <https://events.teams.microsoft.com/event/0f0e3e03-99d2-445b-89c9-2b6d555153de@2fa58faf-7eb1-48b9-9964-a92659d1c5b8>

Une voix indépendante pour la paix

Le PCF réaffirme son engagement indéfectible en faveur de la paix, de la justice sociale et de la solidarité internationale. Il appelle nos concitoyens et concitoyennes à refuser les logiques de guerre qui pourraient entraîner la France vers une confrontation globale meurtrière.

L'exacerbation des rapports de force internationaux atteint un niveau de danger inédit depuis plusieurs décennies. Nos concitoyen·nes s'inquiètent à juste titre des récentes évolutions mondiales, dans un monde de plus en plus multipolaire, marqué par des affrontements grandissants entre puissances capitalistes et prétentions impérialistes renforcées. **L'annonce d'une proposition entre l'Ukraine et les États-Unis d'un cessez-le-feu de trente jours renouvelables peut être une première avancée diplomatique** en trois ans. Si elle se concrétise, cela sera un grand soulagement pour les populations victimes de la guerre. Le PCF appelle à en faire une opportunité pour lancer les négociations pour une paix juste et durable en Ukraine, pour résoudre les causes du conflit et non pour préparer une escalade supplémentaire !

À cette heure, les défis sont toujours immenses pour la paix et la sécurité collective du continent européen. C'est vrai partout dans le monde tant le nombre de conflits a explosé ces dernières décennies et sont en germe dans les politiques actuelles. **Aux côtés des Français et des Françaises et de tous les peuples, le PCF sonne l'alarme. Il affirme que la fuite en avant guerrière n'est pas inéluctable et**



appelle à une réaction forte et immédiate pour la paix, la sécurité collective. Il appelle à donner à la France une voix indépendante pour la paix et un nouvel ordre du monde.

Stop à la fuite en avant capitaliste et guerrière Donald Trump n'agit en rien pour la paix comme il le prétend.

Le Président américain concentre les forces de son État sur la confrontation avec la Chine pour maintenir l'hégémonie américaine au service des intérêts du grand capital étatsunien. Outre sa politique douanière agressive, son bras de fer sans précédent pour attirer les capitaux du monde entier et consolider le dollar exacerbe la guerre économique et assèche les capitaux dans les économies. Il veut à tout prix sauver l'hégémonie du dollar mise en cause par les BRICS alors que celle-ci fait souffrir les peuples de toute la planète. C'est le terreau du ravivement des guerres et tensions profondes de notre monde. Il somme les Européens à collaborer à cette

domination en participant eux-mêmes au sauvetage du dollar et exacerbe les divisions entre les États de l'UE. Il recherche leur capitulation dans tous les domaines en commençant par accélérer leur effondrement industriel. Par sa politique visant à censurer la science, c'est toute la recherche au niveau mondial ainsi que les politiques clima-

tiques et sanitaires qui sont menacées. Sa politique de relance de l'extraction d'énergies fossiles et de dénonciation de l'accord de Paris est irresponsable. Au Nord et au Sud des États-Unis, il multiplie les revendications territoriales (Groenland et Panama) pour s'emparer du contrôle des réseaux commerciaux. Et il décide de replacer Cuba dans la liste des États finançant le terrorisme. Au Proche-Orient, il s'associe au gouvernement d'extrême droite de B. Netanyahu contre les droits nationaux du peuple palestinien. Nous sommes aux côtés de tous les peuples menacés par cette politique et des forces politiques, sociales, syndicales et citoyennes de la gauche américaine. (...)✳

Le texte intégral de la résolution est consultable sur le Site internet PCF.fr

https://www.pcf.fr/donner_la_france_une_voix_independante_pour_la_paix

Une ambition communiste pour nos communes !

L'action des communes est décisive pour l'avenir du pays et pour répondre aux enjeux démocratiques et de services publics répondant aux besoins de nos concitoyen·nes. Face aux menaces d'une économie et d'un budget dédiés à la guerre et aux décisions gouvernementales sans précédent, menaçant d'asphyxier financièrement les collectivités territoriales par des coupes budgétaires estimées entre 3 et 6 milliards d'euros, nous appelons à une riposte collective. Ces coupes budgétaires entraîneront la fermeture de bibliothèques, l'arrêt de travaux dans les écoles, les crèches, la réduction des transports publics, la privatisation d'infrastructures essentielles et l'arrêt du soutien à la création culturelle.

Associations d'élus·es, communes, intercommunalités, départements et régions : unissons-nous avec les citoyen·nes, les associations, les syndicats, les forces de gauche pour contraindre le gouvernement à revenir sur ces choix injustes ! Nous refusons cette logique et nous appelons à une mobilisation en 2025 pour stopper l'asphyxie financière, la casse des communes et de leurs services publics si utiles à leurs administré·es.

C'est une mobilisation collective, toutes les collectivités sont touchées : les grandes villes subissent des pertes de ressources directes, tandis que les plus petites voient leurs projets compromis faute de cofinancements par l'intercommunalité, le département ou la région. Partout en France, il s'agit sans relâche de défendre la libre administration des collectivités qui est un principe constitutionnel et pré-

server les services publics de proximité. Le combat contre le budget 2025 est toujours d'actualité tant la ponction opérée sur les finances locales est inadmissible et insupportable. Nous exigeons un projet de loi rectificatif pour 2025 et 2026, garantissant des moyens accrus aux communes.

Le gouvernement Bayrou, en se désengageant du financement des services publics, aggrave les fractures sociales et territoriales et met en péril l'environnement. Sa politique d'austérité affaiblit le logement social, l'école, les transports publics, l'action sociale, les infrastructures locales et accentue les inégalités, notamment entre les territoires ruraux et urbains. Cette austérité participe de la fragilisation et de la fermeture d'entreprises. Ces politiques ont déjà prouvé leur inefficacité et leur nocivité par le passé : elles conduisent à l'appauvrissement du pays. Nous refusons cette logique destructrice. Dans ce contexte, les élu·es et militant·es communistes s'engagent pleinement dans les élections municipales de 2026.

Nous proposons des programmes ambitieux alliant progrès social et transition écologique pour répondre aux attentes des habitant·es, agissant avec eux pour l'accès à la culture et la réappropriation des biens communs par le développement du service public dans tous les domaines : logement, école, urbanisme, santé, petite enfance, transports, eau, alimentation, énergie, sécurité... Et nous œuvrons à placer les communes et les intercommunalités au service de la paix et de la coopération décentralisée.(...) ✪

PROCHAINES RENCONTRES PROGRESSISTES

20 mars à 19 h, en visio : Industrie de la chimie : une filière menacée et des défis environnementaux à relever. Quelles luttes et pouvoirs pour les salariés ? Avec Françoise Baran, syndicaliste du secteur de la chimie, et Peppino Terpolilli, spécialiste de l'énergie et de géosciences, corédacteur du plan climat Empreinte2050

27 mars à 19 h, présentiel + visio : Dérèglement climatique : un défi de civilisation pour la jeunesse, avec Assan Lakehou, secrétaire national du MJCF, et Hélène Cogeze économiste et corédactrice du plan climat Empreinte2050

1er avril à 19 h, en visio : Quel rôle de la sécurité d'emploi et de formation et quels nouveaux pouvoirs en entreprise pour réussir la transition énergétique ? Avec Frédéric Mellier, co-animateur de la commission Entreprises du PCF, Frédéric Boccara, de la commission Économique du PCF, et Peppino Terpolilli, corédacteur du plan climat Empreinte2050

Judi 3 avril à 19 h, présentiel + visio : Des technologies qui pourraient changer la donne. Avec Sébastien Elka, responsable de la commission Révolution numérique du PCF, et Michel Donnedu, ingénieur, corédacteur du plan climat Empreinte2050.

Info pratique : les conférences se déroulent en physique au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris et/ou en visio, selon indiqué pour chaque débat.

Lien de la visio : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

La participation physique aux conférences se fait sur inscription. Merci d'envoyer un mail à ecologie@pcf.fr

Info pratique : les conférences se déroulent en physique au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris et/ou en visio, selon indiqué pour chaque débat.

Lien de la visio : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

La participation physique aux conférences se fait sur inscription.

Merci d'envoyer un mail à ecologie@pcf.fr

La Commune n'est pas morte !

Ça pourrait passer pour du rituel : chaque année, rappeler la Commune de Paris alors que tout dans notre monde semble la nier et l'ensevelir, la refuser et la destiner à la seule mémoire de quelques exotiques érudits.

Eh bien, justement ! C'est aujourd'hui que nous avons besoin de nous rappeler que le 18 mars 1871, le peuple de Paris, en se soulevant, commençait à écrire une page nouvelle de l'histoire de l'émancipation humaine. C'est aujourd'hui qu'il faut se le rappeler à l'heure de toutes les naturalisations désespérées (mon bon Monsieur, il en a toujours été ainsi ; ma brave dame, ce sera toujours comme ça), terreau des renoncements sur lesquels poussent si bien les fleurs brunes du fascisme. Aujourd'hui, quand le sentiment d'impuissance gagne les consciences face à Trump, Poutine, Macron, l'écrasant « ordre du monde »...

Eh bien, en 1871, face à Bismarck, Thiers et quelques autres qui valent bien leurs successeurs, Paris se levait pour renverser la table et proposer un horizon nouveau. Assurément, les révolutionnaires de 1871 étaient porteurs de la mémoire des révolutions passées et de leur héritage consciencieusement écrasé par la botte de Napoléon III (au pouvoir entre 1851-1852 et 1870) : 1789, 1793, 1848... Il y a bien quelque chose de l'ordre de la revanche : jadis nous l'emportâmes, vous nous battîtes ; aujourd'hui, nous reprenons le cours de l'histoire là où vous l'avez arrêté : en 1794 en guillotinant Robespierre, Saint-Just et tous les autres ; en juin 1848 en écrasant la révolte ouvrière ; en 1851 lorsque le président Louis-Napoléon Bonaparte élu en 1848 profita de la force donnée par son élection au suffrage universel direct pour franchir une étape supplémentaire dans la concentration du pouvoir entre ses mains : le coup d'État, le « 18 Brumaire de Louis Bonaparte » qui

devait le faire prince-président à vie et très bientôt empereur, non sans une répression féroce de tous les républicains (*Les Châtiments* de Hugo restent une merveille du genre pour décrire Bonaparte et tous ceux, nombreux dans la finance et cette bourgeoisie conquérante, qui le suivirent avec zèle et intérêt). C'est contre eux, leur ordre et leur principe, qu'on se soulève le 18 mars 1871, avec les martyrs d'hier et d'avant-hier dans le cœur et la tête. C'est aussi, bien sûr, pour des raisons très présentes qu'on s'insurge : économiques, sociales, patriotiques (la guerre avec la Prusse et ses alliés, sous la conduite de Napoléon III puis de ceux qui lui succèdent, tourne mal et on parle de cesser le combat dans l'injustice et le déshonneur)...

Il y a du classique dans la Commune - et cela ne la rapetisse en rien - mais quelle modernité aussi ! Écoutez donc : « Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques. »

Et pendant 72 jours, voici l'imagination au pouvoir et tout avance, comme toujours, du même pas : droits sociaux, économiques, démocratiques, laïques, pour les hommes, pour les femmes... Pourtant, les Communards affrontent les pires conditions qui soient : la province qui ne suit pas, la guerre qui continue avec des Versaillais décidés à ne rien perdre de leur pouvoir de classe. L'issue est connue, c'est la Semaine sanglante, impitoyable répression qui trouve une de ses expressions terribles le long de ce « mur des fédérés » qui vit tant de Communards exécutés. Pour d'autres, ce sera Cayenne, l'exil...

L'amnistie ne surviendra qu'en 1880. Quant à la reconnaissance officielle par la République, on l'at-



tend toujours à la hauteur de l'expérience communarde : cherchez les avenues, les boulevards, les hautes statues, les stations de métro... Pourtant, après 1871 et pendant plus d'un siècle, en France et à l'échelle internationale, la Commune jouit d'une place de tout premier plan dans la brûlante mémoire révolutionnaire. C'est Lénine qui danse une fois que le 72^e jour d'Octobre est passé. Et, de la même manière qu'au XIX^e siècle on faisait la Révolution dans toute l'Europe réactionnaire en chantant La Marseillaise, combien de peuples se soulèveront à partir de 1871 avec la Commune au cœur, « comme une étoile au firmament » (Coulonges/Ferrat). Tant pis pour les ors de la République française...

Nous reste ce drapeau d'avenir qu'on n'a aucune raison de ranger : l'émancipation réelle, possible, nécessaire des travailleurs comme œuvre des travailleurs eux-mêmes.✳

Guillaume Roubaud-Quashie

membre du CEN

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

**« Donnez au PCF les
moyens d'intervenir »**

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Vive la Culture ! Grande Campagne nationale du PCF

Le budget de l'État sacrifie la culture. Il le fait à travers le budget du ministère dont l'une des manifestations est le gel de la part collective du Pass culture, la meilleure part d'un dispositif par ailleurs très critiquable. Il le fait à travers les ponctions sur des collectivités locales déjà étranglées et qui sont les premières financeuses de l'action culturelle. Les coupes claires annoncées ont fourni le prétexte à certaines, comme la région Pays-de-la-Loire, pour supprimer leurs aides à la création en assumant le projet politique qui va avec. Elles vont plonger l'ensemble des collectivités dans de graves difficultés.

Les politiques publiques de la culture, celles qui déploient un service public de la culture dans tous les territoires, sont en danger.

Elles le sont aussi à travers les projets des grands possédants qui concentrent les moyens de production, de distribution et d'échanges et son bien décidés à en faire usage à leur profit. Les investissements dans la culture et les médias des oligarques et des forces de la finance n'a rien du mécénat, de la charité traditionnelle ou du dandysme. Elle s'inscrit certes dans des logiques de rentabilité rendues d'autant plus possibles par le mésusage de l'Intelligence artificielle dans la création et l'information, mais c'est avant tout un engagement dans une guerre culturelle sans merci, dans laquelle ils se revendiquent de la liberté d'expression pour la dévitaliser, pour détruire la loi, pour légitimer le racisme, les fausses informations et les tyrannies. Ils s'en servent pour s'affranchir de ce qui reste des tentatives de domestication qui lui ont été imposés, pour réduire les rapports sociaux à la loi du plus fort, pour servir son entreprise de décivilisation, le capitalisme a besoin de mettre la main sur la culture.

C'est pour ces raisons que nous décrétons l'état

d'urgence culturelle. Nous voulons défendre les politiques publiques de la culture et la culture elle-même. Elle est la condition du politique, la condition de l'émancipation humaine. Cela nous concerne toutes et tous. Ce qui est en jeu, c'est le sens. C'est notre capacité de création humaine et notre liberté d'expression. C'est le refus de l'ignorance, de la confusion, de la décivilisation dont parlait Lucien Sève au sens d'un renoncement à l'humanité.

Nous voulons contribuer à esquisser de nouveaux États généraux de la culture, des arts, de la création, de l'information et de l'éducation populaire.

Notre campagne se structure autour de l'appel «Vive la Culture !», dont il existe une version courte et une version longue, qui ont été maquettées. Cet appel du Parti communiste doit être diffusé aux acteurs culturels dans nos villes, partout dans le pays, pour nouer le dialogue et conforter les mobilisations. Il peut l'être aussi dans les manifestations, notamment celles prévues le 20 mars. Ce n'est pas un appel qui s'adresse à des spécialistes : il s'adresse à toutes et tous, il porte une parole politique du Parti dans le moment de crise où nous sommes. Il peut servir de base à des prises de parole.

Nous appelons à organiser des initiatives, des rencontres, sous des formes à inventer sur place pour nourrir une discussion dans le pays autour des enjeux culturels. Nous devons amorcer une contre-offensive face aux attaques, ne pas laisser le silence s'installer et en faire une question politique décisive.

Notre campagne va connaître un moment fort ce dimanche 23 mars 2025 à 14 h : un meeting à La Bellevilloise, à Paris, au cours duquel de nombreux acteurs et actrices du monde de la culture ont accepté de venir prendre la parole, parmi lesquels Anna Mouglalis, Gérard Mordillat, Françoise Davisse,

Raphaël Herrerras (Terrenoire), Phia Ménard, ou encore Sylvie Gouttebaron, mais aussi des représentants syndicaux, Philippe Rio et plusieurs parlementaires de différentes sensibilités...

Nous appelons à la mobilisation pour réussir cette initiative ensemble et défendre le droit à la culture. Un clip est mis à disposition pour populariser l'initiative sur les réseaux sociaux. Vive la Culture ! 🇫🇷

Pierre Dharréville
membre du CEN

La légende SKF* Lutte, emploi, industrie

SKF-Ivry, c'était une usine de pointe dans le roulement à billes, 600 salariés, un syndicat CGT très majoritaire, un entourage populaire et communiste fort.

1983 : les actionnaires suédois décident de sa fermeture ; l'inspection du travail approuve ; le ministre de l'Industrie (Fabius) aussi. Les salariés occupent alors l'entreprise ; ils multiplient les propositions alternatives, ainsi que les initiatives (voyage en Suède, manifs, colloques, etc.). Durant près de 3 ans, une sorte de « communauté » ouvrière s'installe dans et autour de l'usine.

1985 : les CRS envahissent l'entreprise ; les salariés prennent cela pour un affront et « reprennent » les bâtiments : ils tiennent les lieux une matinée entière.

SKF-Ivry, c'est tout à la fois l'histoire d'une dignité ouvrière, d'une formidable bataille contre la désindustrialisation, celle d'un puissant mouvement de solidarité aussi et celle enfin de la gauche au tournant de la rigueur.

*14 euros, éditions du Petit Pavé, boîte postale 17, 49320, Brissac-Quincé, 0241546021, contact@petitpave.fr



Il était une fois le colonel Fabien

Une série historique de Gérard Pellois (épisode 9/9)

La 1re Brigade de Paris sera intégrée au 151e RI de la 1re Armée de de Lattre de Tassigny, ils franchiront les premiers le Rhin le 31 mars 1945 et entreront dans Karlsruhe. Mais à Habsheim, en ce 29 décembre 1944, c'est la consternation, la quasi-totalité du commandement est décimée.

Fabien, 25 ans et Dax, 32 ans, JC, volontaires des Brigades internationales, FTPF ; Lebon, 47 ans, officier de carrière, ancien combattant de 14-18, et Gilberte Lavaire, 22 ans ! Membre de l'état-major de Fabien, elle en avait été l'agent de liaison « Nicole » depuis 1943. Arrêtée en juin 44, par deux fois, humiliée et cruellement torturée, elle s'évade et rejoint Fabien. La levée des corps se fait en présence du général de Lattre de Tassigny et de nombreuses personnalités, civiles et militaires. Les cercueils vont rejoindre Paris. La Dodge qui les transporte s'arrête à Port-sur-Saône, pour inhumer Nicole.

Le 3 janvier 1945, les cercueils sont exposés au Val-de-Grâce pour un hommage militaire. À 11 heures ils arrivent à l'Hôtel de Ville. Sa façade est tendue de noir, deux bandes tricolores descendent tout du long. Le froid n'a pas eu raison de la foule immense débordant dans les rues avoisinantes. Le matin même *L'Humanité* titrait : « Tous en masse à l'Hôtel de Ville ». Les obsèques étaient commentées par la radiodiffusion nationale.

Bibliographie et sources

Qui a tué Fabien ?, Pierre Durand. Éditions Messidor Temps actuels 1985.

La vie héroïque du Colonel Fabien, colonel André-Ouzoulias, préface Charles Tillon. Éditions sociales 1945.

Le Colonel Fabien était mon père, Monique Georges. Éditions Mille et une nuits 2009.

Général Fabien, Gérard Streiff <https://gerardstreiff.fr/spip.php?article2338>

Les obsèques sont retransmises par la radiodiffusion nationale, commentaires Pierre Crénesse

L'Humanité du mardi 2 janvier 1945 *L'Humanité* du mardi 3 janvier 1945 *L'Humanité* du mardi 4 janvier 1945

Sur le parvis les gardes d'honneur se succèdent. Personnalités, présentes ou représentées, partis politiques, organisations syndicales, organisations de la Résistance, anciens des Brigades internationales, Charles Tillon, ministre de l'Air, François Billoux, ministre de la Santé publique sont présents, tout comme Maurice Thorez et Jacques Duclos revenus de Vézelay où ils étaient, la veille, aux obsèques d'un autre combattant du fascisme, Romain Rolland.

Au travers des allocutions, dirigeants du PCF et de la Résistance rendent hommage aux héros et à cette jeunesse engagée dans sa lutte contre le fascisme, pour vivre heureux dans une France libre, démocratique et indépendante. Ils voient dans l'union de leurs combats, le symbole de l'Armée nouvelle. Puis, les familles se rangent derrière les voitures mortuaires. Pour Fabien il n'y aura que son frère



Monument à la Brigade Fabien face au Mur des fédérés 97° division du Père Lachaise

Jacques et son épouse ; son père et son beau-frère ont été fusillés, sa sœur et Andrée, sa femme, déportées. Le cortège s'ébranle en direction du Père-Lachaise, au son de la Marche funèbre de Chopin. La nuit commence à tomber quand, face au Mur des fédérés, les corps sont mis en terre.

Le 7 mars 1945, après avoir condamné l'attitude du ministère de la Guerre à l'égard des FFI, l'Assemblée nationale vote à l'unanimité la demande d'intégration dans l'armée des cadres et des formations FFI : l'amalgame, pour une armée nationale et démocratique.

Le 19 août 1945, date anniversaire de l'insurrection parisienne, la Place du Combat devient la Place du Colonel-Fabien.

Le journal *Vaillant* reparait en 1945, il publiera une planche sur Nicole. Dans la collection Jeunesse héroïque, sort un album illustré « Le colonel Fabien », le résistant, le maquisard prend une place importante dans la littérature de jeunesse.

Chaque année en décembre au Père-Lachaise, l'ANACR, les anciens et les amis du 151e RI, la FNDIRP et l'ACER, rendent hommage au Colonel Fabien et à ses compagnons.

Honorer Fabien, c'est réaffirmer notre lutte contre le fascisme, pour un monde plus juste et de paix. VAINCRE ET VIVRE. 🇫🇷

G. P.

Le MJCF prépare son 44^e Congrès à Bobigny !

Les 11, 12 et 13 avril 2025, le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) tiendra son 44e Congrès à Bobigny sous le slogan « Une organisation proche, utile et révolutionnaire ». Ce sera un temps de débats essentiel pour tous les jeunes communistes. Dans un contexte politique marqué par la progression des idées d'extrême droite et les attaques incessantes contre nos droits, ce congrès se veut plus utile que jamais. Face à ce constat, le MJCF entend se doter d'un texte d'orientation concret pour l'ensemble des jeunes communistes.



Le Congrès discutera et analysera l'aggravation des tensions internationales avec les États-Unis essayant de maintenir leur hégémonie contestée sur le monde, aidés par d'autres pays impérialistes en déclin comme la France, malgré le besoin urgent de nouvelles coopérations internationales et pacifiques entre les peuples. La crise capitaliste en France sera discutée avec ses conséquences, telles que la désindustrialisation, la financiarisation, la crise institutionnelle et le renforcement des mouvements d'extrême droite. Nous analyserons le lien entre ce contexte et les conditions sociales des jeunes générations, qui connaissent de plus mauvaises conditions de travail, des salaires plus faibles, des difficultés de logement et d'emploi. Le Congrès proposera des moyens de renforcer l'organisation pour s'impliquer plus étroitement dans

la vie quotidienne des jeunes et leur être plus utile, et à leurs luttes.

Le renforcement de l'organisation et la réflexion sur ses structures pour être au plus proche des jeunes sont des points importants à l'ordre du jour du Congrès. Le lien avec le PCF dans la construction du mouvement communiste sera aussi abordé.

Durant ces trois jours, les participants débattront de sujets centraux pour l'organisation et la jeunesse :

✳ Le rôle du MJCF et de l'organisation de jeunesse : comment remporter des victoires politiques et exister dans la vie quotidienne des jeunes ?

- ✳ Le développement de notre conception de la révolution : quelle forme et quel contenu ?
 - ✳ La diffusion d'une culture de paix face au climat guerrier mondial.
 - ✳ La place et l'efficacité de nos campagnes.
 - ✳ L'adaptation de nos structures pour être au plus proche des jeunes.
 - ✳ Le renouvellement de nos statuts, adaptés aux évolutions du mouvement depuis 2019.
 - ✳ La réflexion sur notre lien structurel avec les adhérents et les contacts, ainsi que la définition de l'adhérent et du cadre émancipateur.
- Ce 44e Congrès sera un moment crucial pour agir ici et maintenant, pour lutter, unir et vaincre face aux défis politiques actuels. ✳



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour la construction d'un pôle public d'industries de défense

La résolution adoptée par le Conseil national du 15 mars précise le projet du PCF en ce qui concerne l'industrie de défense : « L'heure est à débattre de notre conception de la défense nationale et des moyens à y consacrer. Les 800 milliards de dépenses militaires supplémentaires par l'UE sont destinés à enrichir les marchands de canons et constituent une nouvelle étape dans l'escalade. Nous refusons cette logique de surarmement alors que la France dépense déjà 50,5 milliards d'euros pour son budget militaire. La politique de défense que nous portons nécessite la construction d'un pôle public de défense, au service des besoins capacitaires de la défense nationale, en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, et non au service des intérêts capitalistes de l'exportation d'armes. Notre ambition doit aller de pair avec une grande politique de renouveau industriel de la France, avec le fait de privilégier l'emploi et la formation, et de déployer la recherche en grand avec le souci de technologies duales, militaires et civiles. Cela implique de déployer les investissements nécessaires en lien avec les travailleur·ses des industries stratégiques. Des coopérations européennes sont nécessaires pour construire des alternatives aux GAFAM et à Starlink, notamment dans le domaine spatial avec Galileo et Iris2. Il s'agit, dès à présent, de planifier une politique pour dix ans. »

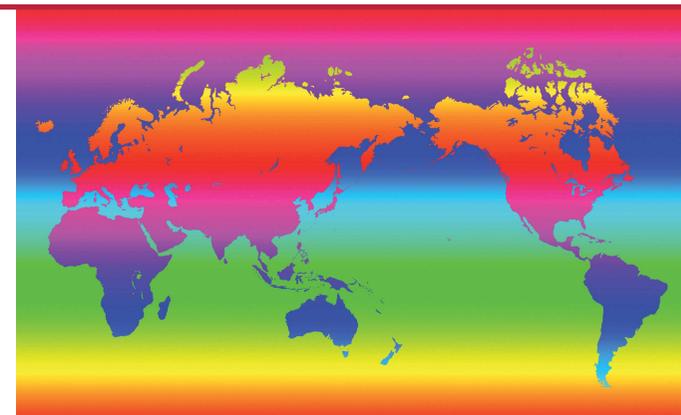
L'article de Jean-Charles Schmidt, responsable de la commission Défense et industries stratégiques



du secteur international, développe cette approche et y donne une profondeur historique.

Un peu d'histoire

Le camarade Colbert, à la demande de Louvois, organise les industries royales de l'armement sur terre et sur mer. S'ensuit une architecture industrielle organisée autour d'arsenaux royaux qui ont pour mission de livrer les armes dont l'armée royale et sa Marine naissante ont besoin. Ainsi les flottes du Ponant et du Levant se voient adossées à des arsenaux et chantiers navals (Rochefort Brest, Cherbourg, Toulon). Des forêts royales sont inventoriées, particulièrement les Chênaies, pour la



construction de la flotte face aux puissances navales de l'époque : Provinces-Unies (futurs Pays-Bas), à la Grande-Bretagne et à Venise. Est créé dans ce contexte l'Office royal des Forêts qui compte parmi ses agents royaux Jean de la Fontaine.

Ainsi, le duel d'artillerie dans la Bataille de Valmy, bataille fondatrice de notre République, fut remporté grâce au canon Gribeauval qui assura plus tard les campagnes napoléoniennes. La Révolution française intégra les Arsenaux qui devinrent nationaux, et leurs ouvriers furent considérés comme ouvriers à statut particulier. C'est la base de la mobilisation des industries de défense par le comité de salut public, qui est une des bases des victoires de l'armée de l'an II, avec la mobilisation de la nation.

Une dernière touche : le premier consul constatant l'impéritie et la corruption des fournisseurs de nos armées (on dirait aujourd'hui la logistique) créa l'arme du Train des équipages.

Cela ne devait pas évoluer jusqu'en 1870.

Mais après la défaite de 1870-1871, des arsenaux sont déplacés d'Alsace Moselle. La Manufacture de Tulle est créée pour remplacer celle de Mulhouse. La MAS (manufacture d'armes) est créée à Saint-Etienne au grand dam du patronat local qui voit arriver les « Rouges », organisés et revendicatifs, qui vont se mobiliser pour augmenter les salaires

locaux. Bergerac voit arriver le Service des poudres et explosifs. C'est une révolution sociale pour ces régions sous-industrialisées. L'impact économique sera considérable. Des grandes écoles sont développées pour répondre aux recherches.

La Première Guerre mondiale voit se développer des sociétés publiques ou privées en Région parisienne ou à Toulouse, ville loin du front. Autre élément : le char est développé à Saint-Chamond et chez Renault sur un cahier des charges élaboré par le général Etienne. L'armée mécanique voit fleurir des groupes privés qui doublent les arsenaux : Hotchkiss, Renault, Latil, Panhard, Citroën, et pour l'aviation Bloch, Moranne et Farmann. Dès 1936, Louis Renault, favorable à une politique d'apaisement et de collaboration avec l'Allemagne nazie, refuse de passer en économie de guerre. Le gouvernement de Front populaire décide la nationalisation des industries d'armement. Le bloc « armement » est extrait de la société Renault. Il devient l'Atelier mécanique d'Issy-les-Moulineaux. Le CNR, dans son programme, constate que le patronat a failli et lance un grand plan de réorganisation de nos industries. Sous l'impulsion du ministre communiste Charles Tillon se regroupent Nord-Aviation, Sud-Aviation et la Snecma qui deviennent des entreprises nationales. De l'autre, l'aviation militaire est confiée au groupe Dassault-Breguet. Grâce à la qualité des personnels et la force de la CGT, ils sortent La Caravelle d'un côté et de l'autre Le Mystère 4.

De Gaulle, après son retour au pouvoir, souhaite « franciser nos équipements pour nous rendre indépendants ». Le plan calcul, les chaînes de l'AMX 13 et ses dérivés se terminent par le char AMX30, remplaçant à l'époque le M47 américain. Cette politique, à ce jour, nous a permis de disposer d'un outil indépendant, qui reste cependant insuffisamment tourné vers les applications civiles, du fait de la pression du patronat qui voyait d'un mauvais œil

les performances de nos arsenaux.

À partir de Jacques Chirac, le capital voit avec l'expansion du commerce des armes un gisement de profits. Premier acte : la fermeture de Tarbes, l'externalisation en Suède de la SNPE, successeur du Service des poudres et explosifs, la fermeture de Châtelleraut et de l'atelier de munitions du Mans, la liquidation des industries du petit calibre (Saint-Etienne et Manhurin) conduisant à l'achat de pistolets italiens aux dépens du FAMAS sous Sarkozy. Il faut y ajouter la privatisation de la SNECMA en SAFRAN, la transformation de Roanne et Bourges en société devenue KNDS France, partagée à 50-50 avec les Allemands (pour la production du char Leclerc).

La fonderie de Tarbes est sauvée grâce à la lutte opiniâtre des travailleurs avec la CGT et le soutien des élus communistes.

Citons enfin Atos, seule entreprise européenne de supercalculateurs, qui est l'objet d'une intense bataille où nos élus sont en première ligne avec Fabien Roussel, Fabien Gay et Édouard Besnard.

À cela ajoutons les raids que mènent le capital américain et les capitaux européens sur nos pépites industrielles, à l'image de Renault Défense vendu à un groupe belge à capitaux luxembourgeois, KNDS, dont le siège est à Amsterdam.

Face à toutes ces attaques, les différents gouvernements ont fait preuve d'irresponsabilité. Ils ont créé une situation de dépendance face au marché. À nouveau : « on croit se battre pour son pays, on meurt pour des conseils d'administration ».

Il est temps de reconstruire une base industrielle et technologique de défense, sous contrôle public, avec les travailleurs des industries de défense, pour répondre aux besoins de la défense nationale et de la nouvelle industrialisation du pays, et non pour les intérêts des marchands de canon.✱

Vincent Boulet

La conférence nationale de notre parti qui s'est tenue le 14 décembre a donné lieu à de nombreuses contributions. La commission ESS a participé à ce moment démocratique de notre vie interne. Chacun.e pourra lire en pages 2 et 3 le texte qui a été soumis à la discussion de la conférence nationale. Notre texte est d'autant plus d'actualité que la situation de l'emploi se détériore en France. La CGT anticipe 300 000 suppressions à court terme.

Un article récent de France info, en lien sur notre site (<https://ess-pcf.fr/rubrique/actualite>) s'intéresse aux « sociétés en difficulté [qui] ont récemment rebondi sous forme de coopératives que les salariés possèdent et contrôlent ». De SCOP-IT à Duralex, en passant par Bergère de France, La Meusienne et bien d'autres (mais pas suffisamment), les reprises d'entreprises par leurs salarié.e.s sous forme de sociétés coopératives et participatives (SCOP) sont une réponse aux plans sociaux qui s'accroissent en France.

Depuis plusieurs années, la commission se bat pour que la représentation nationale vote une loi qui instaure un droit de préemption, pour les salarié.e.s souhaitant reprendre en Scop ou en Scic leur entreprise (voir l'article du 8 novembre sur notre site). Un premier projet de proposition de loi, relevant l'action d'une association citoyenne a été déposé par le groupe communiste à l'Assemblée nationale en avril 2015 mais rejeté. Mais ce n'est pas une fatalité. Le droit de préemption est dans le programme du NFP.

À nous toutes et tous de faire grandir l'exigence d'une telle loi.

contact
contact@ess-pcf.fr
ou Sylvie Mayer
mayersy@gmail.com 06 81 74 10 13

nous suivre : <https://ess-pcf.fr/>

CONFÉRENCE NATIONALE
DU PCF
DÉCEMBRE 2024

Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1

AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>